



Direction Générale Adjointe des Solidarités
Direction de l'Enfance et de la Famille
Etablissements et Schéma de l'Enfance

RENDU EXECUTOIRE LE

17 JAN. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 08/01/2024

Reçu en préfecture le 08/01/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240108-2023_A_ESE_0073-AR

S²LO

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0073

en date du 08 JAN. 2024

**Modifiant le prix de journée
du Lieu de Vie et d'Accueil
«La Courte Echelle » à CEAUX-EN-COUHE
A compter du 1^{ER} Janvier 2024**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.221-1 à 9, L 313-8 et D.316-1 à 4 relatifs aux lieux de vie et d'accueil et aux objectifs d'évolution budgétaires définis par le Conseil Départemental ;

VU le Code Civil et notamment les articles 371-1 à 371-5 relatifs à l'autorité parentale et les articles 375 relatifs à l'assistance éducative ;

VU l'arrêté n° 2021-A-DGAS-DEF-ESE-0075 du 15 décembre 2021 portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du Lieu de Vie et d'Accueil « La Courte Echelle » à Ceaux-en-Couhé ;

VU l'arrêté n° 2021-A-DGAS-DEF-ESE-0091 du 26 décembre 2021 portant fixation du prix de journée applicable du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024 au Lieu de Vie et d'Accueil « La Courte Echelle » à Ceaux-en-Couhé ;

VU l'arrêté n° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0016 du 7 avril 2023 changement du lieu d'accueil du Lieu de Vie et d'Accueil « La Courte Echelle » à Vaux-en-Couhé, commune de Valence-en-Poitou ;

VU le Règlement Départemental des Lieux de Vie et d'Accueil du Département de la Vienne ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Le prix de journée du Lieu de Vie et d'Accueil «La Courte Echelle », géré par l'association « La courte échelle », est fixé du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024 à **14,5 fois le salaire minimum de croissance (SMIC) horaire par jour et par enfant accueilli**. Ce prix **toutes taxes comprises**, recouvre l'intégralité des frais afférents à l'accueil d'enfant (rémunérations du personnel, charges sociales et fiscales y afférentes, toutes charges d'exploitation y compris celles relatives à l'accompagnement social des jeunes et à l'exercice des missions prévues au I de l'article D.316-1. du Code de l'Action Sociale et des Familles, amortissements, provisions,...).

ARTICLE 2 : Compte tenu des modes d'organisation particuliers liés au type d'enfant accueillis et entraînant pour le Lieu de Vie et d'Accueil des charges supplémentaires dont le montant ne peut être couvert par le prix de journée, il est fixé **un forfait journalier complémentaire d'un montant de 4 fois le salaire minimum de croissance (SMIC) horaire par jour et par enfant accueilli**, destiné à prendre en charge les charges supplémentaires.

ARTICLE 3 : Le paiement des prix de journée sera effectué à terme échu sur présentation d'états de frais de séjour qui seront adressés, mensuellement et en triple exemplaire, au service comptabilité de l'Aide Sociale à l'Enfance. Les états de frais de séjour indiquent l'identité des accueillis, le nombre de jours d'accueil dans le mois, le montant par jeune et le total à payer.

ARTICLE 4 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration.

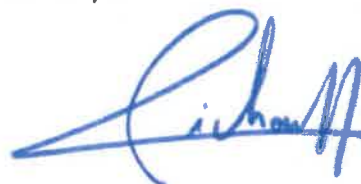
En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un **délai franc d'un mois** à partir de sa notification ou de sa publication.

Un recours juridictionnel sur l'application Telerecours citoyens est également possible en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et les gestionnaires du Lieu de Vie et d'Accueil sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le

08 JAN. 2024



Le Président
Alain PICHON.